

«L'appauvrissement de l'administration est inquiétant»

LE RÉSUMÉ

Jean-Louis Nizet, qui s'apprête à partir à la pension, dresse un bilan de ses 10 ans à la Fédération pétrolière. L'occasion, bien sûr, de défendre son secteur, mais surtout de tenir un plaidoyer vibrant pour l'administration fédérale.

Le ton est plutôt inhabituel pour un responsable de fédération sectorielle.

ENTRETIEN

CHRISTINE SCHARPF

C'est un véritable cri d'alarme que lance Jean-Louis Nizet, qui s'apprête à céder sa place de secrétaire général de la Fédération pétrolière belge à son adjoint, Jean-Pierre Van Dijk, le 1^{er} avril prochain. Entré à la fédération il y a 10 ans, après avoir dirigé le site de fabrication de films plastiques d'Exxon Mobil à Virton, ce lobbyiste est un familier des cabinets et des administrations, tout particulièrement de l'énergie,

de l'économie et de l'environnement. Et il ne mâche pas ses mots à la veille de son départ à la pension. «J'accuse un certain nombre de ministres de négligence vis-à-vis de leur administration. Les compétences se diluent, des directeurs faisant fonction ne sont pas nommés, des personnes qui ont quitté l'administration ne sont pas remplacées... Au niveau fédéral, c'est particulièrement préoccupant. Sur le terrain, on sent les compétences s'étioler, et les gens compétents sont débordés. En dix ans, cela s'est fortement dégradé.»

Lenteurs

Conséquences, selon lui : d'abord, une lenteur inquiétante dans le traite-

ment des dossiers. «Un exemple? En Belgique, pour utiliser autre chose que le bon vieux bioéthanol, par exemple du biocarburant issu de déchets de bois, il faut une autorisation. Mais il n'y a quasiment plus qu'une personne à l'administration qui peut traiter ces dossiers: cela prend un temps incroyable. D'autant que le dossier part ensuite au cabinet, où il reste bloqué... Ce n'est pas facile d'expliquer ça à mes membres, qui disent 'mais ce produit est reconnu aux Pays-Bas ou

en France, pourquoi cela poste-t-il problème en Belgique? D'autant que notre conseil d'administration compte un Russe, un Koweïtien et un Américain... À terme, la Belgique risque de se marginaliser.»

Autre problème, pour le secrétaire général de la Fédération pétrolière: la tendance qu'ont certains cabinets de ne plus travailler avec leurs administrations. «Des organismes publics qui sont censés donner leur avis, comme la BNB, l'administration de l'Économie ou le Bureau du plan, ne sont plus consultés. Les cabinets préfèrent recourir à des consultants privés, plutôt qu'aux administrations. Pour moi, c'est un véritable problème. C'est sans doute aussi l'héritage d'une certaine politisation: le ministre ne veut pas parler au dirigeant de son administration, parce qu'il n'a pas la bonne couleur... Mais je serais curieux de voir combien de fois la France recourt ainsi à des consultants externes plutôt qu'à son administration... En Belgique, on ne se préoccupe plus de développer les compétences et les outils en interne. Je ne sais pas combien d'universitaires sont encore engagés, mais mon expérience sur le terrain me montre qu'il y a de moins en moins de compétences. Il y a encore une génération de gens de 55 ou 60 ans compétents, convaincus de la chose publique, qui ont fait carrière et qui ont les connaissances nécessaires. Mais derrière eux, on ne retrouve plus l'équivalent. La qualité des lois et des arrêtés royaux s'en ressent. Regardez comment les textes sont écrits, les lois sont traduites...»

La solution? Le secrétaire général de la Fédération pétrolière dit ne pas l'avoir, mais il appelle à réinvestir dans l'administration. «Les ministres passent, mais l'administration, qui depuis des années se dégingue, reste», conclut-il.

«J'accuse une série de ministres de négligence vis-à-vis de leur administration.»

JEAN-LOUIS NIZET
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA
FÉDÉRATION PÉTROLIÈRE BELGE

DÉCARBONER L'ÉCONOMIE? ATTENTION!

De manière prévisible, le secrétaire général de la Fédération pétrolière se montre circonspect vis-à-vis des objectifs de réduction de CO₂ à moyen terme. «Parler de décarboner l'économie de 80 ou de 90%, c'est oublier que le secteur industriel est désormais le plus gros consommateur de produits pétroliers en Belgique, dont plus d'un tiers sert à des usages non énergétiques. Et cette matière première n'est pas facilement remplaçable. Difficile de croire qu'on va se passer des produits pétroliers dans le transport et le chauffage et que les raffineries continueront à produire pour l'industrie! Le politique sous-estime la difficulté de se passer de pétrole dans l'industrie. Et sans les raffineries, toute l'industrie pétrochimique belge ne serait plus aussi forte.» La Belgique compte aujourd'hui trois raffineries, qui continuent toutes à investir, alors que les fermetures se poursuivent en Europe, ajoute Jean-Louis Nizet.